# L'UNION

QUOTIDIEN GABONAIS D'INFORMATION

N° 665 - 3e année - JEUDI 16 MARS 1978 - 50 F CFA



LE SPECIALISTE DE LA VENTE EN T. T.

FIRST CARS International trading cars of BG.

Avant votre départ en vacances
Venez nous consulter
Le meilleur accueil vous sera réservé

FIRST CARS TOUJOURS LE 1er

Immeuble Hollando — B.P. 3944 Libreville Tél : 72.32.06
Av. Savorgnan de Brazza B.P. 13 Port-Gentil Tél : 75.36.44.


## 10e anniversaire du P D G : message - bilan du bureau politique

Le 10e anniversaire a été l'occasion de faire le bilan de l'œuvre entreprise par le Parti sous la houlette de son fondateur El Hadj Omar Bongo. Dans l'une des motions du bureau politique, on relève notamment que l'un des plus grands bienfaits de la Rénovation fut l'instauration du dialogue.

Mais la Rénovation a permis aussi de « désenclaver les esprits et les régions ». Cette œuvre qui aboutit à la cristallisation de l'unité nationale se traduit également par la volonté de maîtriser l'économie. Le grand dessein de la politique de Rénovation c'est également la formation de la génération de demain. La Rénovation c'est la distribution équitable de demain. La Rénovation c'est la distribution équitable de la prospérité nationale, la revalorisation de notre patrimoine culturel, et l'ouverture aux autres pays...

(Lire page 5)

## Pour moi quoi...

*Nous autres, les chauffeurs et les plantons, on aime bien faire la pause-café, comme ils disent dans les publicités, dès que la chaleur commence à monter. On laisse le boulot ou la voiture de service et on se jette dans le bistrot le plus proche.*

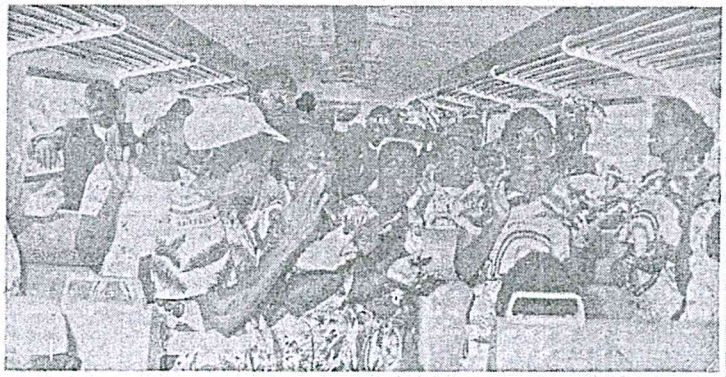
*Comme le matin on se lève trop tôt pour manger une sardine ou un reste de plantain, il faut bien se nourrir un peu, quoi. Les mama-gâteaux et autres restaurateurs de quartier, vous cuisent des petits plats sévères !*

*L'autre jour, avec les copains, on prenait notre ration quand on voit débarquer d'une grosse voiture un monsieur important qui s'est attablé devant un ndongo-ndongo bien épicé...*

*On était plutôt épaté, moi et les copains. S'ils tombent la veste au quartier maintenant, moi je trouve que c'est de la concurrence déloyale. Est-ce que nous les Makaya on prend des croissants au « Dialogue », le matin ? Comme quoi, ventre affamé n'a point de catégorie. Non, vraiment, les pontes ils ont bien changé.*

... Makaya

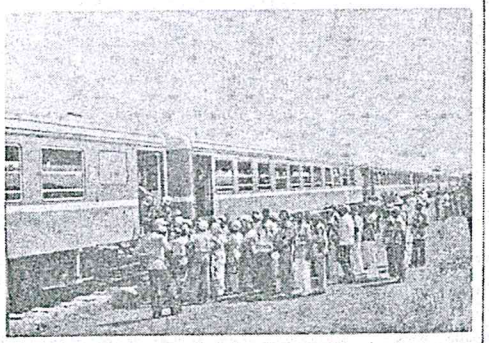
## AVANT DE QUITTER LIBREVILLE LES MILITANTS ONT PRIS LE TRANSGABONAIS



*Deux images vivantes du voyage d'agrément effectué par les militants du PDG à Ntoum à bord du Transgabonais.*
*En haut : un groupe de militantes chantent dans une voiture du Transgabonais.*
*En bas : Le départ à la gare d'Owendo.* (Ph. E. Nzamo)

Les centaines de militants et de militantes de l'intérieur du pays, invités personnels du chef de l'Etat aux festivités du 10e anniversaire du Parti Démocratique Gabonais, ont eu une semaine bien pleine, durant leur séjour à Libreville. Après avoir été transportés de leur province d'origine par les avions spécialement requisitionnés par l'Etat, les militants du Parti ont chacun, avant de rejoindre son village, visité les principales infrastructures réalisées en 10 ans de travail par le gouvernement de la Rénovation. Parmi ces infrastructures : le port d'Owendo et le Transgabonais dans lequel ils ont effectué le lundi 13 mars un voyage jusqu'à Ntoum.

(Lire en page 4)



## *Ethiopie - Somalie*

## Le difficile chemin de la paix

Le conflit de l'Ogaden a virtuellement pris fin le week-end dernier avec le « retrait » des troupes régulières somaliennes.

Le coup d'envoi est en effet lancé le 1er juin 1977. Ce jour-là, trois ponts situés sur la voie ferrée Djibouti - Addis-Abeba sont endommagés par des charges explosives déposées par des « inconnus » qui ne sont autres que des maquisards pro-somalis. Le trafic sur la voie, cordon ombilical pour l'Ethiopie et principale source de revenus pour la future République de Djibouti, va être interrompu.

Pendant tout le mois de juin et jusqu'au 23 juillet, des combats sporadiques (accrochages, embuscades) sont signalés un peu partout dans la province du Harrarghe où se trouve l'Ogaden, ainsi que dans celles du Bale et du Sidamo. Addis-Abeba et Mogadiscio publient, tour à tour des communiqués annonçant les uns la mort d'éléments « infiltrés somalis », les autres de soldats « colonialistes abyssins ».

En fait, ces combats opposent d'un côté les milices et les troupes régulières éthiopiennes et de l'autre les maquisards des « forces de libération somalies » - Front de libération de la Somalie (FLSO) et Front de libération Somali-Abo (FLSA) dont les sièges sont dans la capitale somalienne.

(Suite page 7)

## AU SOMMAIRE


FAITS SOCIAUX

● Une guérisseuse au village : de la stérilité à la démence

(Voir page 2)

LES PROVINCES

● Woleu-Ntem : Fin de la construction des ponts sur le Ntem

● Ndjolé : Ouverture d'une boucherie et d'un hôtel

(Voir page 3)

LIBREVILLE

● La mort mystérieuse de quatre enfants

(Voir page 4)

SPORTS

● Moyen-Ogooué : les fonctionnaires vainqueurs du premier derby du championnat

(Voir page 8)


## LES RELATIONS GABON - ANGOLA

## M. Ngomo Obiang de retour de Luanda

M. Jean-Baptiste Ngomo-Obiang, secrétaire d'Etat auprès du ministère des Affaires étrangères et de la coopération, a effectué du 9 au 10 mars une mission spéciale en République populaire d'Angola.

M. Ngomo-Obiang a déclaré qu'il avait été mandaté par le chef de l'Etat pour essayer, d'une part dans le cadre de l'OUA, de traiter certains problèmes avec le président Agostinho Neto, et dans le cadre des relations bilatérales, d'étudier certains dossiers de coopération en suspens, en particulier celui de l'aviation civile.

### A propos des accords aériens

Les accords aériens entre l'Angola et le Gabon existent déjà. Ce sont les conditions d'exploitation, la mise en application de ces accords qui constituent un problème. Il fallait donc, a précisé le haut fonctionnaire, revoir ces textes, les mettre à jour et faire en sorte que les avions gabonais puissent voler librement au-dessus de l'Angola et que, plus tard, l'exploitation de la ligne aérienne Libreville-Luanda devienne de plus en plus effective.

«Nous avons une grande compagnie aérienne qui désire jouer un rôle accru dans la navigation aérienne en Afrique. Il faudrait, a poursuivi M. Ngomo, qu'on lui trouve de nouvelles villes à desservir pour qu'elle devienne de plus en plus solide.

### Le premier ministre angolais à Libreville ?

A propos de l'état actuel des relations entre le Gabon et l'Angola, M. Ngomo-Obiang a déclaré qu'elles n'étaient pas encore au beau fixe.

Parlant de la visite que devait effectuer à Libreville au mois de février dernier le premier ministre angolais M. Lopo do Nascimento, le secrétaire d'Etat Ngomo-Obiang a indiqué qu'il y avait eu un malentendu dans l'organisation de cette visite et, qu'à l'avenir, il est fort probable que M. Lopo do Nascimento vienne au Gabon.

NATIONALE

# COMMUNIQUÉ DU CONSEIL DES MINISTRES

Il s'agissait de convenir de manière définitive de la nouvelle structure de la SONADECI et de définir les modalités pratiques d'un fonctionnement efficace de cette Société.

Ce dernier, comme le précise le procès-verbal en cause, dépend avant tout de la mise à la disposition de la SONADECI de moyens financiers suffisants.

Le Conseil a, en conséquence, demandé au Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances, au Ministre du Plan, du Développement et de l'Aménagement du Territoire et du Tourisme, au Ministre du Commerce et du Développement Industriel, de rechercher ce financement et de prendre toutes dispositions pratiques afin d'assurer la poursuite et le développement des activités de la SONADECI.

Une mission de la Chase MANHATTAN A BANK a pris contact, le 22 mars 1978, avec les Ministres et fonctionnaires intéressés à Agrogabon ainsi qu'avec les dirigeants de cette Société.

Cette mission, après s'être rendu compte à Lambaréné du travail accompli, a mis au point les dispositions financières susceptibles de favoriser son propre concours.

Ce Conseil estimant que ces premiers contacts étaient fructueux a été d'accord pour qu'ils soient activement poursuivis.

■ MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

— M. OBIANG-MORO Maurice, Ingénieur des Techniques Agricoles est désigné pour accomplir un stage de deux ans au Centre National d'Etudes d'Agronomie Tropicale de Nogent-sur-Marne (France).

— Le Conseil donne également son agrément à l'envoi en stage en République Arabe d'Egypte de :

— Messieurs BIBANG Léon, Ingénieur des Techniques d'Elevage et MINKO MI ELLA Antoine, Contrôleur d'Elevage, pour la production animale : protection du bétail.

— Messieurs MOUSSAVOU KOUMBA, Conducteur d'Agriculture et IDOUNDOU Henri, Agent de Culture, pour l'aménagement des sols : utilisation de l'eau.

Les intéressés bénéficient de bourses de formation agricole mises à la disposition de la République Gabonaise par la République Arabe d'Egypte qui prend également en charge la totalité des frais y afférents (billets aller et retour, hébergement etc...).

■ MINISTERE DES TRANSPORTS, DE LA MARINE MARCHANDE CHARGE DE LA SUPPLEANCE DE LA VICE PRIMATURE

Est approuvé un projet d'ordonnance relevant de 500 frs à 3.000 frs le montant de la taxe forfaitaire à laquelle est subordonnée la délivrance de la fiche d'enregistrement des permis de conduire étrangers.

Le Conseil donne également son accord de principe à un projet de décret portant revalorisation des taxes de délivrance des cartes grises, des frais de visite technique et des droits d'examen et de duplicata du permis de conduire les automobiles et motocyclettes.

Les tarifs deviennent les suivants :

— Délivrance des cartes grises ..... 3.000 Frs
— Visite et contre-visite technique ..... 2.000 Frs
— Permis A et B .. 2.000 Frs
— Permis C ..... 3.000 Frs
— Permis D ..... 4.000 Frs
— Duplicata de permis de conduire ..... 1.000 Frs

■ VICE-PRIMATURE MINISTERE DE L'INTERIEUR

Un projet de décret portant création et attributions du service des Pompes Funèbres de thanatopraxie et des cimetières et lieux de sépulture ainsi que réglementation des opérations d'inhumation, d'exhumation et de transfert des restes mortels a été adopté par le Conseil.

D'autre part, le Conseil des Ministres ayant constaté une erreur qui s'est glissée dans l'une des dispositions de la Loi 7-76, du 10 novembre 1976, relative à la dénomination des départements, en ce qui concerne l'ancien département de Lastoursville, a confirmé qu'en sa séance du 28 Mai 1976, la dénomination retenue était le *Département de MULUNDU* et non Département de BONDA.

En conséquence, un projet d'amendement à la Loi précitée allant dans ce sens sera soumis à l'approbation de l'Assemblée Nationale.

Toutefois, le Conseil a décidé qu'à partir d'une date qui reste à fixer, la ville de Lastoursville portera le nom de BONDA.

Le Conseil des Ministres a pris, ensuite, connaissance du rapport de misison du Secrétaire d'Etat aux Transports à la Conférence ministérielle des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sur les transports maritimes qui s'est déroulée à Dakar, du 17 au 20 Janvier 1978.

Le Conseil s'est penché sur une nouvelle fixation des tarifs des transports publics routiers de marchandises et leurs conditions d'application.

Les tarifs en question avaient été, en effet, fixés par un décret du 3 Janvier 1975 et depuis cette date les coûts réels des transports ont évolué par suite de la hausse des prix entrainant un inadéquation avec la tarification.

Les nouveaux tarifs approuvés par le Conseil Supérieur des Transports comportent l'indication d'un prix minimum et d'un prix maximum entre lesquels le prix applicable est librement débattu entre les contractants.

Les tarifs approuvés par le Conseil sont les suivants :

Routes revêtues : minimum 11,79 / voyage-km, maximum 14,50.

Routes non revêtues : minimum 13,75 / voyage-km, maximum 16,92.

# FESYGA

## . Fin des travaux du congrès ordinaire
## . L'ancien bureau exécutif reconduit, mais élargi à 9 membres

Initialement prévue pour hier, la clôture du premer congrès ordinaire de la Fédération syndicale gabonaise (Fesyga) aura finalement lieu ce matin. Les 60 participants ont passé une nuit calme après avoir voté une multitude de résolutions relatives à la vie syndicale dans notre pays. Des innovations, il y en a eu puisque la Fédération syndicale gabonaise change de nom et devient Confédération syndicale gabonaise. De ce fait, le statut a légèrement été modifié.

D'autre part, l'élection du bureau exécutif a été acquise hier en fin de matinée. C'est plus ou moins une photocopie du bureau exécutif provisoire puisque tous les membres qui le composaient figurent dans le nouveau bureau Néanmoins, on note l'entrée en liste de deux secrétaires confédéraux. Concrètement, la composition du nouveau bureau exécutif de la Fesyga est le suivant : un président, un secrétaire général, 2 secrétaires généraux-adjoints, un trésorier général et un trésorier général adjoint, et deux secrétaires confédéraux.

Le vote s'est fait par acclamation sur proposition d'une liste unique. Certaines délégations provinciales, hostiles à ce mode de scrutin, ont en effet proposé l'établissement de deux listes. Ce qui n'a pas rencontré l'assentiment de la majorité des congressistes. Ainsi donc, M. Martin Nzoughé Nzoughé demeure président de la confédération syndicale gabonaise, M. Martin Allini secrétaire général tandis que M. Laurent Thierry Essono Ndong devient secrétaire général-adjoint. On note l'entrée d'une dame, Saint-Denis Simone, militante de choc, de la défunte Fesyga qui devient le 3e secrétaire général adjoint. L'autre innovation, c'est l'entrée au bureau exécutif d'un ancien secrétaire de l'union provinciale du Haut-Ogooué, M. Lendoye, qui est élu au poste de trésorier général. C'est une dame, Mme Flore Isiakou, syndicaliste convaincue, qui devient son adjoint.

Mbégah-Effa ■

## AUDIENCE PRÉSIDENTIELLE

# Une délégation de Sao Tomé

Le chef de l'Etat, outre le conseil des ministres qu'il a présidé jeudi matin a accordé, autour de 10 h, une audience à Mme Maria Amorim, ambassadeur itinérant de Sao-Tomé et Principe au Portugal, porteuse d'un message du Président Pinto Da Costa au Président Bongo.

Le diplomate de Sao-Tome et Principe a indiqué à sa sortie d'audience que son entretien avec le Président Bongo avait porté principalement sur la situation actuelle de son pays à la suite de tentatives d'agression dont ce dernier aurait été l'objet il y a quelques semaines.

Ce problème a d'ailleurs été introduit aux débats de la conférence des ministres des affaires étrangères de l'OUA réunie à Tripoli en février dernier.

Une délégation de l'organisation panafricaine conduite par son secrétaire général a alors été dépêchée sur les lieux. Mme Amorim a précisé que la situation n'est pas encore clarifiée entièrement. Toutefois, des enquêtes sérieuses sont en cours. Au cours de l'audience, Mme Amorim a également évoqué avec le chef de l'Etat les problèmes des accords de coopération entre le Gabon et la République de Sao-Tomé et Principe signés en 1975 et intervenant dans plusieurs domaines d'activité.

Mme Amorim qui est accompagnée par M. Helder Barros, chargé d'affaires à la représentation de Sao-Tomé à l'ONU devait quitter Libreville hier soir pour Bata et Yaoundé avant de clôturer sa mission par Lagos.

Jean-Paul Kowet ■



*Mme Amorin et M. Helder Barros après l'audience.*

# INAUGURATION DE LA BANQUE DE CRÉDIT ET DE COMMERCE

(Suite de la page 1)

Le bénéfice réalisé en 1977, après provision pour taxes et réserves diverses, s'est élevé à 17,146 millions de dollars.

Banque d'affaires et de dépôts dont les fonds sont probablement d'origine arabe, la BCCI prend en charge comptes d'entreprises et comptes de particuliers et ouvre ses guichets à toutes les opérations bancaires traditionnelles (chèques de voyage, épargne). Dans la section «financement du commerce international», elle assure les services des lettres de crédit, encaissements, escomptes, acceptations et commissions de garanties.

Son action sur le marché monétaire s'exerce sur les placements inter-bancaires, les portefeuilles à court terme et les transactions de change. La banque consent des financements à la fois aux entreprises et aux privés, jouant ainsi un rôle de stimulateur de la vie économique, comme la plupart des autres établissements. L'émission de titres, les prêts syndiqués et la gestion de portefeuilles complètent son activité multiple.

La Banque de Crédit et de Commerce, qui se trouve dans l'ancien immeuble de la Soaem rénové, sera inaugurée par S.E. Omar Bongo ou son représentant à 16 h 30 aujourd'hui, en présence des plus hautes personnalités gabonaises ainsi que du corps diplomatique en poste à Libreville.

Jean Bilinga ■

S.O.S. PLOMBELEC
*Un dépannage rapide 24 heures sur 24*
Tous Travaux Plomberie ELECTRICITE
Batterie IV - Près école Gros Bouquet
B.P. 3853 - TEL. 73.23.33 LIBREVILLE

Le Restaurant VIET - NAM
est ouvert de 12 h à 14 h de 19 h 30 à 22 h 30
Fermeture le Mercredi
*Repas à emporter sur commande tous les jours*

HOMMAGE DU DONATEUR


# L'UNION

QUOTIDIEN GABONAIS D'INFORMATION

N° 683 - 3e année - VENDREDI 7 AVRIL 1978 - 50 F CFA



Tous les jours
au Départ de
**LIBREVILLE**

AIR AFRIQUE

vous fait voyager dans le monde entier

*Notre adresse :*

Immeuble SOGAPROM
Face SOGALIVRE

Tél. 72.44.00
5 lignes groupées


## Interview exclusive du président Bongo

# Respecter l'OUA, c'est respecter l'Afrique

Le président de la République, président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine a accordé hier une interview exclusive à L'UNION. Interview consacrée entièrement à l'OUA.

On se rappellera qu'après l'incapacité des Etats membres d'abriter le sommet extraordinaire sur le Sahara Occidental, le président Bongo avait décidé que ce dernier se tiendrait à Libreville, mais à condition que l'organisation panafricaine assure elle-même le financement de ce sommet. Un chiffrage avait donc été fait par le Gabon ; mais le conseil des ministres, réuni à Tripoli s'était cru obligé de réexaminer ce document et d'y apporter des contre-propositions. La situation en est là de nos jours. Le sommet a donc été compromis. Le Président Bongo a depuis gardé le silence sur cette situation dont «le caractère provocateur» n'avait pas été sans l'irriter. Il a donc abordé ce sujet hier dans l'interview qu'il a accordée en fin d'après-midi. Il a également parlé de l'Afrique australe et de l'avenir de l'OUA. (lire page 4)

## AU SOMMAIRE

### SANTE

- **Aujourd'hui** : Journée mondiale de la Santé.

(Voir page 2)

### PROVINCES

- **Ogooué-Maritime** : Le handicap des centres médicaux de l'intérieur.
- **Ngounié** : Accident de la route.
- **Estuaire** : Mystérieuse disparition d'un éléphant abattu.
- Trop de conducteurs sans permis à Gamba.

(Voir page 3)

### NATIONALE

- Réaménagements au sein des FPN.

(Voir page 4)

### MONDE

- Portugal: L'agitation politique menace les institutions
- Conférence Nord-Sud : Rumeurs d'une réunion en juin
- En avril : Zimbabwe et Salt, le programme de Cyrus Vance

(Voir page 7)

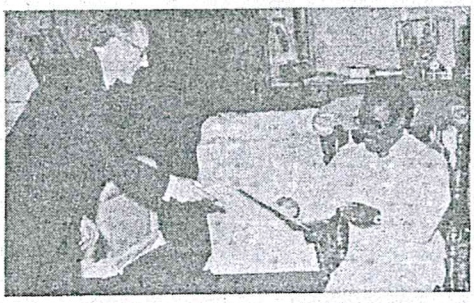
### SPORTS

- Football : Le Brésil vient à bout de l'Allemagne et la Hollande se promène devant la Tunisie
- Volley-ball : L'UNG se qualifie pour les demi-finales de la coupe Paris-Gabon
- Basket-ball : A Port-Gentil CAPO écrase Ndambo (87-40)
- Cyclisme : Tour du Cameroun : Kono en tête

(Voir page 8)

## AUDIENCE PRESIDENTIELLE

### Un inspecteur général des Finances français



*Le président de la République a reçu hier en audience M. Julienne, inspecteur général des Finances français.*

*M. Julienne, qui était accompagné de l'ambassadeur de France au Gabon, a dit qu'il était venu prendre contact avec le Président Bongo, pour voir ce que la France peut apporter à notre pays sur le plan financier.* (Photo Tchikaya)

## AU SUJET DU "PUMA SA-330"

Le 20 février 1978, un hélicoptère de type «Puma SA-330» de l'Armée de l'air gabonaise était porté disparu dans la forêt dense au sud-est de Ndjolé (Moyen-Ogooué). Les autorités rompent aujourd'hui l'embargo sur les informations relatives à cet accident.

Nous publions en page 5 le rapport de l'état-major mixte chargé d'organiser les recherches sur le terrain, auxquelles participent des milliers d'hommes et de femmes, civils et militaires, avec tous les moyens dont disposent les forces de sécurité.

## Pour moi quoi...

*Les grands medias c'est-à-dire la grande presse de l'occident consacre toujours des pages entières sur la violence, des détournements et autres rapts et séquestrations. Ces crimes que nous reprenons tous et qui curieusement sont toujours l'apanage des plus petits, des «Pour moi quoi» de ceux-là qui n'ont rien à perdre en perdant leur vie.*

*Cette violence là, elle est visible au grand jour et les médias des grands la diffusent tellement haut que tout le monde est concerné.*

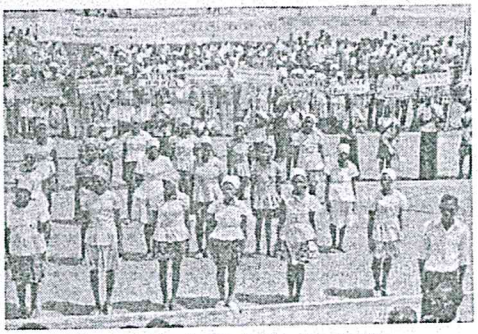
*Moi Makaya, je soutiens qu'il existe d'autres violences, tout aussi blessantes et honteuses. Cette agressivité que les grands exercent en silence sur les petits sans protection. Exemple un Makaya marié père de 3 enfants musicien de son état travaillant sous contrat depuis plus de quatre ans dans une grosse boite de la place a vu son contrat cessé, jeté dans la boue sans secours ni recours par un grand ponte qui a non seulement débauché ces musiciens mais a créé un orchestre avec les même musiciens et les a imposé en lieu et place de Makaya en obtenant un contrat mirobolant.*

*Cà aussi je l'appelle la violence. Et vous ?*

... Makaya

## Sao Tomé et Principe

## I - Autopsie d'un complot



*La jeunesse sao toméenne derrière ses slogans.* (Photo Jean Bilinga)

Au palais présidentiel, la semaine dernière, El Hadj Omar Bongo recevait en audience Mme Maria Amorim, ambassadeur itinérant de la République démocratique de Sao Tomé et Principe, habituellement en poste à Lisbonne. «Franches explications», dit-on de source officielle, dans lesquelles la diplomate sao toméenne a exposé au chef de l'Etat la situation intérieure de son pays et enregistré la volonté du gouvernement gabonais de maintenir intactes les relations entre les deux régimes, quelles que soient les options politiques.

Après une longue enquête, «L'UNION» tente de démêler l'écheveau sao toméen et propose une version des faits, sans pouvoir garantir malheureusement l'exactitude rigoureuse de ces événements étranges. Dans un deuxième article, nous ferons le point sur l'état des relations entre Libreville et Sao Tomé qui — somme toute — ne sont pas mauvaises.

(Lire page 7)

## Réaménagements dans les FPN

Le colonel Gaston-Félicien Oloumа, chef d'Etat-major des Forces de police nationale a présidé hier une double cérémonie de passation de service. L'une au commissariat central ; l'autre au Centre d'Instruction et d'Application de police d'Owendo (C.I.A.P.O.).

La première cérémonie portait sur certains aménagements techniques dans le commandement des Forces de police nationale. En effet, le lieutenant-colonel Mathieu Akouré, directeur central de la Sécurité publique a été installé cumulativement avec ses fonctions actuelles, dans son siège de nouveau commissaire central de la ville de Libreville, en remplacement du commissaire Ndjimba Jean-Marcel qui devient lui, commandant du Centre d'Instruction et d'Application de police d'Owendo. Notons que le lieutenant-colonel Akouré a assumé déjà de 1975 à 1976, les fonctions de commissaire central de la ville de Libreville.

La deuxième cérémonie, celle de passation de commandement, se déroulait dans l'après-midi au C.I.A.P.O.. Le commandant Ndjimba prenait ses nouvelles fonctions de commandant du Centre d'Instruction de police. Cette manifestation (la plus importante qui était également présidée par le colonel Gaston-Félicien Oloumа, avait été rehaussée par la présence de nombreux officiers supérieurs des Forces de police ainsi que par celle de tous les instructeurs français et gabonais.

(suite page 4)

http://www.lunion-archives.org/web.11/dmdocuments/N683-7-04-1978-001.jpg 06/08/2013

## MONDE

# SAO TOMÉ ET PRINCIPE : I. AUTOPSIE D'UN COMPLOT

**Juillet 1977. L'Organisation de l'unité africaine bat son plein dans la capitale gabonaise : les grands du continent africain ont pris place dans l'hémicycle où le président Omar Bongo, nouveau président en exercice, dirige les débats. Derrière la plaque « Sao Tomé et Principe », le premier ministre Miguel Trovoada, un peu pâle, taciturne ; derrière lui, le ministre des Affaires étrangères Leonel d'Alva, effacé.**

**Un Fokker-28 d'Air Gabon a été affrêté par la présidence pour ramener la délégation qui devait être conduite par le président Pinto da Costa. L'appareil est resté à l'aéroport de 9 h à 17 h et, finalement, c'est le premier ministre qui est venu représenter son pays, provoquant une certaine contrariété ici.**

Malgré le silence de M. Trovada, les rumeurs de « coups d'Etat » commencent à circuler dans les couloirs de la conférence : en tout cas, il en informe personnellement M. Omar Bongo mercredi 6 juillet 1977 : la radio sao-toméenne en langue portugaise diffuse des communiqués inhabituels : des messages du Président Manuel Pinto da Costa décrivant en détail la « tentative de complot » visant à renverser son gouvernement. On relève toutefois quelques contradictions dans les déclarations officielles qui laissent sceptiques les observateurs étrangers.

Ainsi, dans une première version, le chef de l'Etat sao-toméen accuse nommément des éléments du groupe « Cobra 77 », ce fameux réseau (imaginaire ou réel) noyauté par des « forces coloniales » et visant à « déstabiliser » les régimes progressistes en Afrique. Ce mouvement clandestin, d'obédience occidentale, travaillerait activement au Cabinda, entraînant les troupes du Front de libération de l'enclave de Cabinda (FLEC), et serait financé par des compagnies pétrolières qui se disputent cette éponge naturelle regorgeant d'or noir.

Selon M. Pinto da Costa, les comploteurs avaient « un plan général de sabotage de l'économie » consistant à encourager la population à s'abstenir de produire, en opposant une désobéissance passive aux directives gouvernementales, et faisant chuter la production de cacao, coprah, café et cultures vivrières.

Une opération de commando aurait été projetée, a affirmé M. da Costa, visant à investir le palais du peuple au cours d'un conseil des ministres, en plein centre ville. Les rebelles, aidés probablement par des éléments externes, se seraient emparés des ministres fidèles (et, au besoin, les éliminaient physiquement sous prétexte d'une tentative de fuite) pour mettre les sympathisants au pouvoir.

Ce plan, a précisé le chef de l'Etat voisin, devait se dérouler avant les festivités de l'indépendance, soit le 12 juillet 1977, ce qui marquerait un coup d'éclat puisqu'à cette occasion de nombreux représentants gouvernementaux et diplomatiques étrangers affluent pour y assister, au stade municipal.



*Le président Manuel Pinto da Costa.*

(Photo Jean Bilinga)

### ■ DE DROITE A GAUCHE

Peu de temps après ces dénonciations incendiaires, la radio sao-toméenne donne une version légèrement différente qui impliquerait non plus des forces de droite néocoloniales mais des exilés politiques « vivant dans les anciennes colonies portugaises ». Ces « coupables », on peut en faire rapidement le tour puisque seule l'Angola abrite une communauté assez importante de Sao-Toméens, estimée à 12 ou 15.000 personnes... et non des moindres.

En effet, les anciens responsables de l'« Associaçao Civica », mouvement indépendantiste d'extrême-gauche banni par le mouvement de libération de libération de Sao-Tomé et Principe (MLSTP) vivent à Luanda avec la bénédiction semble-t-il des autorités angolaises qui disposeraient ainsi d'une solution de rechange permanente.

Gastao Torres, Pires dos Santos et Pedro Umbellina, s'ils ne sont pas nommés explicitement par les communiqués, figurent vraisemblablement sur la liste noire des « conjurés ». La seconde version, comme on le constate, donne une coloration assez différente des événements.

Enfin, il faut mentionner un passage des déclarations du Président da Costa impliquant un « mouvement séparatiste de l'île de Principe », un rocher abritant 5.000 habitants voués à l'agriculture et à la pêche situé à quelque 300 km au nord de l'île de Sao-Tomé.

Comme résultat de cette révolution sans coup de feu, sept ou huit ressortissants portugais, cap-verdiens et métis sao-toméens sont inculpés, emprisonnés dans les locaux de l'ancienne Pide (la tristement célèbre police politique portugaise de Salazar), près du port. En outre, le gouvernement subit un remaniement, le 29 juillet 1977, où le nom de José Freite combattant de la première heure pour l'indépendance et plusieurs fois ministre, ne figure plus.

Nommé ambassadeur itinérant, M. José Freite est peu à peu écarté des fonctions publiques : exclu du bureau politique, il est alors mis en résidence surveillée dans la «roça» (plantation) de Boa Vista puis finalement incarcéré. Son frère, M. Alberto Lau Chong, chef du protocole d'Etat, est expédié comme ambassadeur éphémère à Luanda ; mais, dès son retour, quelques semaines plus tard, il est mis « à la disposition du ministère des affaires étrangères » sans autre indication.

D'ascendance chinoise, les frères Freite seraient suspects de «sympathie pro-chinoise», murmure-t-on dans les coulisses.

Un autre dirigeant de la première heure, le Dr Carlos da Graça, membre du Bureau politique et ministre de la Santé publique, en conflit ouvert avec le jeune et ambitieux Daniel Lima dos Santos Daio, ministre de la Sécurité nationale, donne une démission fracassante au cours d'une mission à Lisbonne. Ancien résident de Libreville où il a gardé de nombreux amis, il obtient des autorités gabonaises l'asile politique et un poste de médecin-consultant à la Caisse nationale de sécurité sociale.

Abandonnant toute activité politique conformément à la législation gabonaise, M. Carlos da Graça n'est pas au bout de ses peines : par deux fois, le gouvernement sao-toméen l'accuse notamment d'entretenir une cellule de rébellion contre la mère-patrie, dont la plus grave accusation a trait à la fameuse « tentative d'invasion» de Sao-Tomé, dans la seconde quinzaine de février 1978, sur laquelle nous reviendrons.

Perdant patience et profitant d'un bref séjour au Portugal, le Dr Carlos da Graça s'est «insurgé contre ces accusations» dans une déclaration à l'Agence France-Presse. Selon lui, sa « mise en cause n'est qu'un prétexte pour justifier l'élimination de tous les dirigeants du MLSTP ».

« Je peux à juste titre accuser mes accusateurs d'être les laquais d'autres formes d'hégémonisme », a déclaré l'ancien ministre, rappelant ce que M. Miguel Trovoada a déjà révélé à un journaliste français en mentionnant la présence de « troupes de pays alliés, anciennes colonies portugaises ».

Mas avant de décrire la « tentative d'invasion » (terminologie officielle sao-toméenne) et l'occupation réelle des îles par des troupes alliées, il convient d'analyser la situation interne du pays pour mieux comprendre tous ces remous.

(A suivre)

Jean Bilinga ■

## CONFERENCE NORD - SUD

# Rumeurs d'une réunion en juin

Une conférence informelle sur les rapports Nord-Sud pourrait se tenir, début juin, à la Jamaïque, apprend-on mercredi à Bonn, dans les milieux proches du gouvernement.

Un porte-parole du gouvernement a toutefois déclaré que cette réunion à laquelle assisteraient plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement dont le président Jimmy Carter, le Chancelier Helmut Schmidt et le premier ministre britannique James Callaghan, « n'avait pas encore donné lieu à un accord définitif ».

On note à Bonn que cette rencontre, à laquelle assisteraient encore le président du Nigeria, M. Olusegun Obasanjo, et le chef du gouvernement jamaïcain, M. Michel Manley, se situerait quelques jours après la réunion du conseil de l'Otan à Washington.

Le principe d'une telle réunion, constatent les observateurs, aurait été évoqué une première fois en février dernier par le chef du gouvernement jamaïcain lors d'une rencontre avec le Chancelier Helmut Schmidt à Hambourg. Les deux hommes assistaient alors à une réunion du bureau de l'internationale socialiste, présidée par M. Willy Brandt qui est également à la présidence de la « commission indépendante pour les problèmes de développement internationaux » (constituée en décembre dernier).

## PORTUGAL

# L'agitation politique menace les institutions

Mardi soir, à l'occasion de l'investiture du nouveau chef d'Etat-major de l'armée, le général Ramalho Eanes lançait un avertissement à ceux qui tentent de manipuler les militaires pour servir leurs desseins politiques et aux militaires qui se laissent entraîner dans ce jeu. Le président a évoqué à cet égard les événements qui le 28 mai 1926 conduisirent à la chute de la République et à l'instauration d'un régime autoritaire.

Le jour même où le général Eanes faisait ces déclarations, il était l'objet de très sévères attaques de la part d'un de ses anciens conseillers, M. Carlos Macedo, qui fut membre de la commission de soutien à sa candidature à la présidence en 1976 et qui suggère maintenant qu'il devrait démissionner.

M. Carlos Macedo, dissident de gauche du parti social démocrate, est venu ajouter sa voix à celles des milieux les plus conservateurs de ce parti pour réclamer des élections présidentielles anticipées, la formation d'un gouvernement de salut national et la révision de la constitution. M. Carlos Macedo estime que le général Ramalho Eanes est aujourd'hui « le centre de l'indécision et l'incarnation d'un ponce pilate de la politique ». Ce n'est pas la première fois que dans divers milieux politiques on reproche au président Eanes l'ambiguïté de ses déclarations et son indécision face aux luttes partisanes.

# *Le programme de Cyrus Vance en avril : Zimbabwe et Salt*

Le secrétaire d'Etat Cyrus Vance se rendra probablement ce mois-ci à Dar-Es-Salaam et à Moscou pour discuter respectivement du Zimbabwe et des négociations Salt sur les armements stratégiques, a confirmé mardi le porte-parole du département d'Etat, M. Hodding Carter.

« M. Vance, a précisé le porte-parole, devrait rencontrer à Dar-Es-Salaam le secrétaire britannique au Foreign office, M. David Owen, et les responsables du Front patriotique. Ces entretiens pourraient avoir lieu le 15 avril.

Cette réunion fait partie des consultations engagées par Washington pour arriver à un règlement de la question rhodésienne. Dès cette semaine, a noté M. Carter, l'ambassadeur américain en Zambie, M. Stephen Low, commencera une tournée en Afrique australe pour s'entretenir notamment avec les dirigeants des pays dits de première ligne.

« A Moscou, a indiqué le porte-parole, M. Vance rencontrera son homologue, M. Andrei Gromyko. Cette visite aura lieu dans la seconde moitié du mois et permettra aux deux hommes d'Etat de s'entretenir sur des questions d'intérêt mutuel et notamment des négociations sur les armements stratégiques Salt ».

Ces conversations, espère-t-on à Washington, permettront de débloquer les négociations qui se déroulent à Genève au niveau des experts.

NATIONALE

# Le point sur les opérations de recherche du " Puma "

## *Par l'Etat-major mixte de recherche*

Le 20 février 1978, à 12 h 27 un hélicoptère de type « Puma SA-330 » de l'armée de l'air nationale, en mission opérationnelle entre Libreville et Franceville (M'Vengué) a été contraint à la suite d'un incident mécanique de se « crasher » dans la région sud-est de Ndjolé, selon les dernières indications fournies par le pilote.

Dix militaires se trouvaient à bord de l'aéronef ; 3 membres de l'équipage : les adjudants-chefs français, Amat et Sudre et 7 passagers, le lieutenant-colonel Djoué-Dabany, le sous-lieutenant Obèye, l'aspirant Deba, les sergents Ntoungou-Ngui, Somand et Moukala, le caporal-chef Angoizambie.

L'alerte était aussitôt déclenchée et les premières recherches entreprises, simultanément par les populations locales et par d'importants moyens aériens d'observation : aéronefs ou hélicoptères militaires et civils mis à la disposition des sauveteurs par des sociétés de la place ou des pays amis. La recherche aérienne permettait de couvrir une vaste zone située au sud de l'Ogooué entre Ndjolé et Lastoursville.

Dans le même temps un état-major opérationnel, comprenant des officiers de toutes les forces de sécurité, était constitué à Libreville pour centraliser et exploiter tous les renseignements parvenus de différentes sources et organiser les recherches terrestres par des éléments à pied. C'est ainsi qu'un dispositif important était mis en place avec, pour base de départ la route économique entre Jinkville et Kongo-Boumba. Dès le 22 février, le dispositif était prolongé toujours le long de la route économique jusqu'à Koula-Moutou.

Dans cette phase de recherches accélérées mais malheureusement dispersées, dictées par le souci d'aller et d'opérer « tous azimuts » pour accroître les chances de retrouver vivants les 10 sinistrés, 1500 militaires et 150 civils étaient engagés, outre les populations locales, et des détachements de pays amis qui collaboraient étroitement avec les forces de sécurité.

Dès le départ, les recherches se révélaient extrêmement difficiles en raison de l'hostilité d'un terrain accidenté, dans cette zone inhospitalière recouverte d'une végétation inextricable rendant inopérante l'observation aérienne et freinant considérablement la progression des troupes au sol. En outre, une multitude d'informations assez contradictoires mais qu'il convenait de vérifier pour ne rien négliger contribuait à disperser les efforts et les moyens sur des zones sensiblement éloignées les unes des autres.

Les recherches se sont poursuivies inlassablement jusqu'au 5 mars, date à laquelle les responsables de l'opération décidaient, dans un souci d'efficacité, de regrouper tous les effectifs disponibles dans la zone présumée du crash dite « zone d'incertitude », pour les continuer sous une forme plus méthodique. Cette réorganisation, sans pour autant interrompre les recherches était terminée le 14 mars.

Depuis le 15 mars au matin et jusqu'à ce jour 750 officiers, sous-officiers, gendarmes, soldats et gardiens des forces de sécurité soutenus par des moyens logistiques importants ratissent systématiquement cette zone de 300 km2, située à 30 km au sud de Kongo-Boumba. Les effectifs ont été portés à 1.000 hommes le 4 avril dernier.

Une base opérationnelle avancée (BOA) a donc été installée artificiellement au centre même de la zone d'incertitude, au cœur de la grande forêt primaire. Elle est dépourvue de tout accès par voie terrestre ce qui constitue un handicap sérieux et impose une organisation minutieuse de la logistique qui répond à une double préoccupation.

En effet, il faut d'abord acheminer le matériel, le ravitaillement et le carburant de Libreville sur le terrain de fortune de Miélé qui est organisé en base de transit. C'est l'affaire de l'Armée de l'Air nationale qui met en œuvre journellement un ou deux « Nord-262 » d'une capacité de 1.500 kg de frêt et



*Le Puma porté disparu. Ici au cours des dernières manœuvres franco-gabonaises « Estuaire 77 ».* (Ph. Luc Djidji)

occasionnellement un «Lockheed» pour le transport du kérosène indispensable aux hélicoptères. Le personnel, quant à lui, rejoint Kongo-Boumba par voie routière et termine son chemin à pied par une piste sur une distance de 40 kilomètres.

Une fois déposés à Miélé, le matériel et le ravitaillement doivent être transportés à la Boa. Seuls les hélicoptères sont en mesure d'accomplir cette délicate mission, faute de quoi le personnel de la Boa se trouverait privé de ravitaillement. C'est pourquoi les Forces armées gabonaises et la gendarmerie ont mobilisé tous leurs moyens spécifiques (3 «Alouettes»). Elles bénéficient occasionnellement du concours apprécié des appareils prêtés par diverses sociétés (Elf GaGbon, Air Affaires, Eurotrag).

Où en sont les recherches ? D'abord il faut dire qu'elles se situent dans une zone hostile, au relief tourmenté, dans la forêt primaire inextricable et inexplorée où la progression s'effectue mètre par mètre par un sentier étroit taillé à la machette, à la vitesse moyenne de 400 mètres à l'heure. Le ratissage systématique du terrain s'effectue par bandes longitudinales de 1000 mètres de large sur 5 à 6 kilomètres de profondeur. Chaque bande explorée par l'effectif de la valeur d'une compagnie ou d'un escadron est balisée au moyen d'une cordelette de nylon. Les unités constituées passent ainsi 48 heures sur le terrain puis bénéficient d'un repos de 24 heures à la base. Le rythme est donc soutenu, mais le moral reste élevé, les corps se sont endurcis et habitués à l'effort, le comportement de nos militaires est hautement exemplaire.

Aujourd'hui 50 km2 ont été minutieusement reconnus et, faute d'un résultat toujours espéré, les recherches devront se poursuivre pendant 6 semaines à 2 mois dans la zone d'incertitude. Pour créer une voie d'accès terrestre de secours et pallier à toute indisponibilité des hélicoptères une piste amorcée à Kongo-Boumba va être prolongée, avec le concours des forestiers de la région, au plus près de la Boa.

De leur côté, les militaires de la garde présidentielle, les militaires français du 6e BIMA et quelques sociétés bénévoles mènent des opérations ponctuelles selon des informations fournies par la population.

Ainsi cette opération humanitaire déclenchée à la suite d'un sinistre de portée nationale montre à la fois la vitalité et la cohésion de nos Forces de sécurité et l'esprit de solidarité aussi bien des populations locales que des sociétés qui prêtent bénévolement et sans réserve le concours de leurs personnels et de leur matériel. C'est dans l'adversité que l'on reconnait ses amis. Il est bon que cela soit dit.

## *LA LISTE DES DISPARUS*

1. Lt-Colonel-Major Djoué-Dabany Jean-Marie, né le 30.9.1948 à Franceville (Haut-Ogooué).
2. S/Lieutenant Obèye Christophe, né en 1949 à Ngouoni (Haut-Ogooué).
3. Aspirant Deba Henri, né le 12.6.1942 à Hamman-Lif (Tunisie), nationalité française.
4. Adjudant-chef Amat Pierre-Michel, né le 30.9.1941 à Casablanca, nationalité française.
5. Major Sudre Pierre, né le 29.1.1940 à Montpellier, nationalité française.
6. Adjudant-chef Français Paul-Henri, né le 11.1.1942 à Montpellier, nationalité française.
7. Sergent Ntougou-Ngui Pierre, né en 1946 à Bitam (Woleu-Ntem).
8. Sergent Somand Guy, né le 25.6.1955 à Libreville (Estuaire).
9. Sergent Moukala Antoine, né le 19.3.1956 à Moukoumou (Mimongo).
10. Caporal-chef Angoizambie Richard Joseph, né le 3.6.1954 à Lambaréné (Moyen-Ogooué).

# Pourquoi Franceville ? Pourquoi le " Puma " ?

**Les passagers du « Puma » porté disparu représentent l'élite du parachutisme militaire gabonais. C'est à ce titre qu'ils faisaient route sur Franceville, et qu'ils avaient opté pour l'hélicoptère SA-330 comme moyen de transport.**

En effet, leur principale mission consistait en un stage intensif de trois jours destiné à les préparer aux compétitions internationales de leur discipline. Ils devaient représenter le Gabon cette année aussi bien en Argentine pour le Critérium international des sports militaires (CISM) qu'en Yougoslavie au championnat du monde de parachutisme.

A Franceville, en échelon avancé, les attendaient le commandant Oyini et le lieutenant Biyogho qui, comme leur accompagnateur et mentor le lieutenant-colonel Djoué-Dabany, sont les promoteurs et les pionniers du parachutisme de haut niveau dans notre pays. Ce sont eux qui avaient sélectionné ces jeunes éléments pour leur servir de relève, fait appel à l'aspirant français Deba, plusieurs fois champion du monde militaire, comme conseiller, préparé les lieux et moyens les plus propices à un entraînement efficace.

La pratique du parachutisme en général, celle de la compétition en particulier est tributaire de multiples servitudes. Les conditions météorologiques, les accidents du terrain, la nature du sol des zones d'atterrissage, l'intensité du trafic aérien, les facilités de service et de maintenance pour les engins de largage en font partie en premier lieu.

A ce titre, Franceville est un endroit idéal : les vents continentaux y sont plus réguliers et moins forts que sur le littoral, de vastes espaces dégagés autorisent des parachutages de masse dans des conditions de sécurité parfaite, un trafic aérien réduit permet de multiplier les largages au maximum ; enfin la ville possède toutes les infrastructures nécessaires pour les hommes comme pour le matériel.

Le choix du « Puma » comme moyen de transport avait pareillement été fait en fonction de ses multiples qualités en tant qu'hélicoptère de largage. Ses performances, sa vitesse de montée, ses possibilités de stabilisation, la largeur de ses issues, sa rapidité de rotation, en font un appareil particulièrement bien adapté à un travail d'école et de perfectionnement pour la chute libre ou le travail aérien, en permettant une surveillance constante par des moniteurs embarqués à son bord.

Actuellement, se basant sur le dernier message émis par le « Puma »... « dans le cône de 110, 40 nautiques de Ndjolé », les recherches se poursuivent dans une zone de 200 km2, à partir d'un P.C. opérationnel situé à 30 km au sud de Kango Bouma.

La nature du terrain (forêt particulièrement dense et relief accidenté) et l'absence de tout relevé cartographique de la région ralentissent le travail des sauveteurs. Ceux-ci sont obligés de baliser le terrain au moyen de kilomètres de ficelles pour pouvoir procéder à un quadrillage systématique.

Cependant les difficultés rencontrées, en raison notamment de l'hospitalité de la forêt, entraînent l'ardeur des forces engagées, dont la détermination n'a pas varié depuis le début des opérations.

*A.K.*

Vends voiture Renault R 12 TL avec radio et cassette compteur 12.950 km. Pour tout renseignement s'adresser à M. Charles Minko Mbélé du journal L'UNION.

# L'UNION

QUOTIDIEN GABONAIS D'INFORMATION

N° 684 - 3e année - SAM. 8 - DIM. 9 AVRIL 1978 - 50 F CFA


## BOMBE A NEUTRONS : Brejnev s'en prend aux U S A

M. Leonid Brejnev a affirmé hier que «les Etats-Unis et certains autres pays de l'OTAN cherchent à fourvoyer les peuples en feignant d'être disposés à entamer des pourparlers avec l'URSS» alors que la bombe à neutrons leur sert de «moyen de chantage».

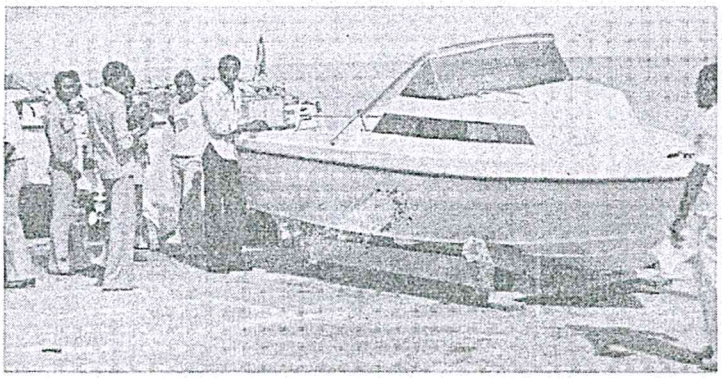
Le numéro un soviétique qui parlait à bord du Croiseur «Amiral Seniavine» a souligné que les Etats-Unis et l'Union Soviétique doivent renoncer «d'une façon claire et précise» à la production de l'arme à neutrons». «Le gouvernement des Etats-Unis manifeste une irrésolution, une inconséquence, une tendance à lier le progrès des négociations, et plus généralement le sort de l'accord (de Vladivostok de 1974), à d'autres problèmes politiques dans l'espoir de faire pression sur l'URSS ».

# DIX BATEAUX POUR LES SECRÉTAIRES DES SECTIONS DU P D G

Initialement prévue pour le mercredi 5 avril, la séance de remise officielle des «bateaux» aux secrétaires des sections du Parti démocratique gabonais de Cocobeach et de Foulezem a finalement eu lieu hier à 11 h, au port de pêche de Libreville, sous la présidence du camarade Moïse Ndong Otsaghe, secrétaire administratif adjoint du Parti.

M. Moïse Ndong représentait à cette cérémonie les camarades Léon Augé et Zacharie Mybote, respectivement ministre délégué à la présidence de la République, chargé de l'Orientation nationale, du Service civique et des Organismes spécialisés du Parti, et secrétaire administratif du Parti, secrétaire d'Etat à l'Information, tous les deux empêchés par leurs nombreuses occupations.

(Suite page 5)



*D'une longueur de 4,70 m sur 1,80 m de large, les bateaux sont équipés d'un moteur hors-bord de marque Johnson d'une puissance de 35 chevaux, ils ont été vendus au parti par les Ets Ducros et peuvent transporter 5 personnes.*

(Photo E. Nzame)

## France : les priorités de l'action gouvernementale

M. Valéry Giscard d'Estaing a fixé jeudi matin un objectif prioritaire d'action au nouveau gouvernement : maintenir le rang et le rôle du pays dans le monde.

Pour atteindre cet objectif, il a souligné l'importance de la poursuite du redressement économique, qui seul, a-t-il dit, pourra donner à la France les moyens de son rôle extérieur et les ressources de son progrès social. M. Giscard d'Estaing a rappelé que la France continue à traverser une crise économique et monétaire internationale dont il serait vain de croire qu'elle puisse se dégager toute seule. D'autre part, fait nouveau, le président de la République entend voir le gouvernement mener une politique d'ouverture « patiente et progressive » à l'égard de l'opposition.

(Suite page 5)

## AU SOMMAIRE


**ARTS - LOISIRS - SPECTACLES**

- Enrico Macias à l'Okoumé Palace. Du soleil en chansons
- Cinéma : «Bonnie and Clyde». Un film d'Arthur Penn
- Les conférences du centre culturel Saint-Exupéry : «Le comportement animal et humain»

(Voir page 2)

**LES PROVINCES**

- Moyen-Ogooué : Le centre social de Lambaréné en difficulté.
- Ogooué-Lolo : Un serpent massacre un troupeau de moutons.
- Ogooué-Maritime : La valse des étiquettes continue

(Voir page 3)

**LIBREVILLE**

- Visite de courtoisie au maire de Libreville

(Voir page 4)

**NATIONALE**

- Le ministre zaïrois des transports a quitté Libreville jeudi.

(Voir page 5)

**MONDE**

- Liban : Israël a fixé les dates de son retrait

(Voir page 7)

**SPORTS**

Football : Ce soir à 20 h face à l'Inter de Brazzaville le FC 105 essaiera de réparer son faux pas devant CARA

(Voir page 8)


## FC 105 – Inter Club de Brazzaville : pour préparer la Coupe d'Afrique des coupes

Après le CARA de Brazzaville c'est au tour de l'Inter Club de la même ville de rendre visite au FC 105.

FC 105 - Inter Club, ce soir, aura un parfum de Coupe d'Afrique puisque les deux équipes se préparent pour la coupe des coupes. Il aura aussi un certain arrière-goût de «revanche» dans la mesure où l'équipe libervilloise voudra se venger sur Inter Club, de la défaite subie face à CARA. Match donc qui promet beaucoup car chacune des deux formations possède des internationaux en son sein.

(Lire page 8)




## Sao Tomé et Principe

### II. Le " syndrome de la Baie des Cochons

Au lendemain de l'indépendance, comme dans tous les pays nouvellement émancipés de la tutelle coloniale, les cadres (Portugais) ont quitté les plantations et déserté les sociétés commerciales. La population, faiblement alphabétisée, nullement politisée, donne des signes de relâchement immédiat.

Les principales productions voient leur chiffre décroître de façon dramatique. De 1974 à 1977, le cacao passe successivement de 9.820 à 5.800, 6.500 et 6.800 tonnes ; le coprah fait aussi des bons vers le bas : 5.360, 3.200, 3.820 et 3.300 ; enfin le café, troisième culture de base, fluctue de 128 à 67, 64 et 81 tonnes. Seules les cultures vivrières de type familial et traditionnel ne subissent pas les avatars de la décolonisation.

(Lire page 7)

## Pour moi quoi...

*Vraiment les banquiers, ils ont des techniques de pointe comme ils disent dans leur jargon. Il y en a un qui a installé une machine de pointe, d'ailleurs : une pointeuse où tous les employés doivent mettre leur carton et la machine marque l'heure d'arrivée et de départ.*

*Fini le temps béni où l'on s'amenait à 9 heures ou à 15 heures 30, une demi-heure avant que la banque ne ferme ! Finis les congés-surprises quand on ne venait pas du tout et que le chef de service croit qu'on se balade dans les couloirs avec des chèques et des dossiers !*

*Mais on y a gagné un spectacle gratuit tous les jours : c'est le gala de boxe à midi moins cinq et cinq heures moins cinq. Parce que nous autres, on est nombreux à la banque et que tout le monde veut pointer à la machine en même temps. A toi ! A moi ! passe mon carton ! Nan, il est tombé par terre...*

*Merci aux patrons qui pensent à la fois au modernisme et aux distractions de leurs employés : ils en ont des idées ! Nous, on a les bras !*

*Pour nous, quoi...*

... Makaya

## MONDE

# SAO TOMÉ ET PRINCIPE

## II. Le "syndrome de la Baie des Cochons"

(Suite de la page 1)

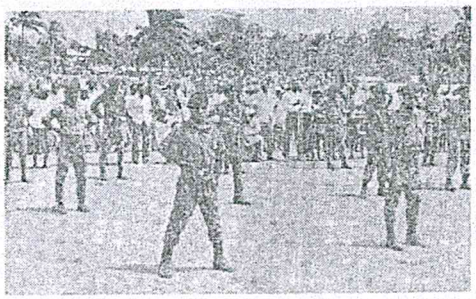
Quant au budget national sao-tomeen, il doit faire appel à l'assistance étrangère pour combler le déficit, comptabilisé au poste « ressources externes », non compris les dons et prêts en nature acheminés par les organismes internationaux ou les ambassades amies. Ainsi les dépenses réelles étaient estimées en 1977 à 460 millions de dobras (1 dobra = 6,6 CFA); les recettes ordinaires se montaient à 160 millions et les recettes extraordinaires 280 millions.

Les aides étrangères ont afflué dès juillet 1975, date de l'indépendance : Chine, France, Cuba, Gabon, Roumanie, Etats-Unis, Egypte, Corée du Nord, Italie, Union Soviétique, Belgique, Allemagne Fédérale etc.; le petit pays a soulevé une vague de sympathie naturelle par sa beauté paradisiaque et par sa pauvreté dramatique. Même la Ligue arabe aurait accordé 0,5 million de dollars US et la Banque arabe de développement lui aurait avancé 10 millions de dollars en 1979.

Belle performance pour le premier ministre Miguel Anjos Trovenda qui a sillonné les capitales à la recherche des mannes providentielles.

Mais cela ne suffit pas pour régler les problèmes de l'économie et les rivalités personnelles qui ne vont pas tarder à éclorent. La police de M. Daniel Dalo menace la liberté du culte catholique, très profondément enracine dans la population par les missionnaires portugais qui ont donné à l'île son nom de baptême. Le prêtre Neto, frère du commandant Albertino Neto, rallie ses fidèles et manifeste : il obtient gain de cause et une « paix armée » s'installe entre l'Eglise et l'Etat.

L'armée, qui ne possède probablement pas plus d'une compagnie, est sous les ordres du commandant Neto. Celui-ci est envoyé « en stage » à La Havane pendant plus d'un an. Bien avant son retour, Raul Braganza, un obscur sous-directeur des douanes, est pressenti pour le remplacer. A l'heure actuelle, c'est chose faite et M. Albertino Neto croupit dans les locaux de la police en compagnie de son épouse Maria do Carmo, et avec M. José Freite et Mme Alexandrina Lima Barros, l'autre femme du Bureau politique — la première étant la pasteesse Alda Graça do Espirito Santo, ministre de l'Information et de la Culture populaire.



*La mobilisation des jeunes passe par la tenue militaire obligatoire.* (Photo Jean Bilinga)

Les autres pensionnaires des geôles sao toméennes sont des « comploteurs » de juillet 1977. Quelques ressortissants cap-verdiens, quelques habitants de l'île de Principe, et quelques métis dont un certain M. Salvateira plus ou moins liés à l'ancienne bourgeoisie portugaise. Le procès qui a eu lieu en novembre dernier n'a pas dégagé de preuve éclatantes, semble-t-il, malgré l'existence supposée de quatre « mercenaires » qui ont mobilisé barrages sur barrages dans la nuit, dressés par des femmes et des enfants notamment, sur les rares routes de l'île. Les « inculpés » Portugais ont été alors relâchés, mais les autres sont incarcérés, selon des témoins visuels dignes de foi.

Le syndrome de la Baie des Cochons, comme l'appellent ironiquement certains étrangers, frappe sans distinction et à tout moment. Le premier a été probablement le coopérant français de l'Unesco, M. Pierre Mérigou, expulsé début 1976 pour avoir « comploté une invasion » de Sao-Tomé, et le dernier en date a eu raison du beau Alcino de Lima.

M. Alcino de Lima est un jeune homme élégant dont le veston laisse deviner ostensiblement une bosse, attribut armé de sa fonction. Avant l'indépendance, il a vécu à Libreville et aurait eu quelques démêlés avec la justice gabonaise : une affaire obscure. Quoiqu'il en soit, il établit de solides relations avec le MLSTP puisqu'au moment du retour à la terre natale, il obtient le vague titre de « conseiller » du Président Manuel Pinto da Costa.

Comme la plupart des cadres sao toméens, il se rend « en stage » à La Havane. Mais vers la fin de l'année 1977, les services de renseignements cubains « découvrent » dans son courrier, au cours d'une censure postale un plan projetant l'élimination de M. Pinto da Costa. Renvoyé au foyer, il est aussitôt appréhendé par les commissaires politiques de M. Evariste Carvalho émule de M. Daniel Dalo, qui mettent fin à sa brève carrière flamboyante.

### Navires de guerre

Sur ce puzzle politico-psychologique va se greffer au mois de février 1978 une scabreuse « tentative d'invasion » d'une force impérialiste que le gouvernement sao-tomeen va bien se garder de nommer. En effet, le dimanche 19 février 1978, deux navires de guerre américains, le porte-hélicoptère « Inchon » et le destroyer « Spruance », quittent le port de Libreville après une visite d'amitié de trois jours, en route vers Abidjan où l'un d'eux doit effectuer une autre escale.

L'itinéraire de ces deux unités impressionnantes passe dans les eaux internationales entre les îles de Sao-Tomé et de Principe, distantes de 300 km provoquant une panique considérable sur l'île principale où l'on se soucie peu des actualités gabonaises. Aussitôt après cette « incursion », le Président Pinto da Costa envoie un message alarmant au président en exercice de l'OUA pour le prévenir d'une imminence d'invasion et requérir son aide.

Très amicalement, le chef de l'Etat gabonais répond à son homologue que cette assistance ne saurait faire défaut tout en demandant quelques éclaircissements sur l'ennemi. Mme Maria Amorim a apporté une réponse au cours de son audience récente, dit-on.

(A suivre)

Jean Bilinga ■

## FRANCE

# LA PRIORITE DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE : MAINTENIR LE RANG ET LE ROLE DU PAYS DANS LE MONDE

(Suite de la page 1)

Il souhaite qu'elle soit marquée par l'orientation de l'action gouvernementale mais aussi par des mesures intéressant l'ensemble de la vie politique tel qu'un accès plus large à l'information ou le financement régulier des partis politiques. Mais surtout le chef de l'Etat considère désormais comme souhaitable de rechercher le dialogue avec l'opposition.

Il estime qu'un échange d'informations entre majorité et opposition sur les grandes orientations nationales est possible ainsi que l'adoption en commun de certains textes de réforme législatifs. Il est convaincu que l'effort qu'il déploie pour organiser ce qu'il appelle « une cohabitation raisonnable » entre majorité et opposition est approuvée par l'opinion et améliorera en profondeur le fonctionnement de la vie économique française.

### Une période favorable

Les récentes élections, a rappelé M. Giscard d'Estaing, ont consacré l'achèvement d'une période de dix ans marquée par cinq élections nationales. Une partie de l'énergie nationale, estime-t-il, s'employait dans ces débats électoraux ou se gaspillait dans l'attente des échanges.

D'ici 1981 le président de la République considère que s'ouvre pour la France « une période favorable à l'action ».

Il pense que chaque parti politique va être conduit à reconsidérer séparément sa doctrine. M. Giscard d'Estaing souhaite surtout que les années à venir soient « une période d'intenses progrès pour la France ».

Les grandes orientations étant maintenant clairement définies par le premier magistrat de France, le gouvernement de M. Raymond Barre va s'attacher à leur donner le dynamisme nécessaire dans le concert de l'action quotidienne.

**M. et Mme Nang Etienne, M. et Mme Mba Jean-Léon, M. et Mme Mba Jean-Pierre,**

**M. et Mme Ondo Nzé-François ont la profonde douleur d'annoncer à leurs parents, amis et connaissances le décès survenu à Paris le 24 mars 1978, à la suite d'une longue maladie, de M. Endamne Essone Jean-Marie, ancien chauffeur à la présidence de la République, puis à la Mairie de Libreville.**

**Dans l'attente du rapatriement du corps, toute la famille est invitée à se rendre au domicile mortuaire s'is au quartier Sainte Anne à Libreville.** (W 246)

# LIBAN : Israël a fixé les dates de son retrait

Le retrait initial des forces israéliennes du Sud-Liban aura lieu les 11 et 14 avril prochains, annoncé jeudi soir à Jérusalem le porte-parole des forces de l'ONU au Proche-Orient.

Le programme de ce retrait initial a été présenté jeudi par le général Mordekhai Gur, chef d'état-major israélien, au général Ensio Siilasvio, coordonnateur des forces de l'ONU, a ajouté le porte-parole.

Le retrait aura lieu en deux phases. Le 11 avril, les unités israéliennes évacueront la région de Marjayoun-Arqoub, qui comprend le pont Kharraiah et un certain nombre de villages comme Kaukaba, El-Farudis, El-Habbariya, Ebel El-Saki, Kafr Chouba et Shabaa.

Le retrait dans cette zone exclut les villages de Marjayoun, El Qlaia, El-Khiam, El-Khirba et Deir Mimess. A l'ouest de Marjayoun, la profondeur du retrait de 2 à 3 km et d'environ 7 km entre Kaukaba et Shabaa.

La 2e phase du retrait, le 14 avril, englobera une zone située entre un point fixé sur le fleuve Latani à 2 km à l'ouest du pont d'Akiya, jusqu'à un point situé à un km à l'ouest de Deir Mimess. La profondeur de ce retrait sera approximativement de 5 à 6 km. La zone comprend les villages de Taybe, Kantara, Readuria Ferun ainsi que la route principale Taybe-Randuria.

C'est mercredi que M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU a envoyé de Londres un message personnel à M. Menahem Begin, Premier ministre israélien pour lui demander à nouveau de retirer d'urgence les forces israéliennes du Sud-Liban.

### MESSAGE DE M. WALDHEIM

Le porte-parole de l'ONU avait fait à ce propos la déclaration suivante : « La mise sur pied et le déploiement de la force intérimaire des Nations Unies au Liban continue, et la force se déploie effectivement dans la zone d'opération. Le secrétaire général est particulièrement soucieux de la mise en œuvre de la résolution 425 du conseil de sécurité en ce qui concerne le retrait des forces israéliennes. A ce sujet, il a été en contact constant avec les autorités israéliennes ».

D'autre part, le représentant du Koweit, M. Abdallah Yacoub Bishara, qui représente les pays arabes au conseil de sécurité a fait part à M. James Leonard, (Etats-Unis) président en exercice du conseil des préoccupations des pays arabes membres de l'ONU devant le manque d'exécution de certains dispositifs de la résolution 425 tout particulièrement le non-retrait des forces israéliennes. M. Bishira a demandé à M. Leonard d'inviter les membres du conseil à tenir à brève échéance des consultations sur cette question.

## MONDE

# SAO TOMÉ ET PRINCIPE *III - le rapprochement angolo - cubain*

**Dans le dernier volet de notre enquête, nous résumons les relations qui existent entre les gouvernements gabonais et saotoméen après avoir décrit les troupes d'occupation alliées qui protègent les îles contre toute « tentative d'invasion ».**

Quelque temps après cette fameuse « tentative d'invasion », le chargé d'affaires américain John Yates, basé à Libreville, a visité Sao Tomé : aucune allusion à l'impérialisme ou l'hégémonisme, aucune parole inamicale n'ont été entendues. Il ne faut pas oublier que le gouvernement américain envoie généreusement la farine de blé et autres denrées alimentaires. L'épisode des navires de guerre aurait-il servi d'épouvantail pour la population autochtone et de catalyseur pour un rapprochement avec La Havane, via Luandu ? Certains le pensent puisque, début mars, environ 650 militaires « Angolais » débarquent dans la foulée à Sao Tomé, cantonnés dans une « reça » qui sera interdite à tout visiteur.



*De gauche à droite : Mme Alda Espirito Santo, ministre, M. Carlos da Graca, démissionnaire (entre eux, au second plan, M. Daniel Lima Daio) et M. Alberto Lau Chong, mis en disponibilité.* (Photo Jean Bilinga)

Leurs officiers dont quelques blonds aux yeux bleus, ne parlent pas portugais mais espagnol et prennent leurs repas à l'hôtel « Benguedox », jouxtant le stade municipal. La nationalité cubaine de ces officiers ne fera guère de doute pour la population d'autant plus qu'une vingtaine de coopérants collaborent déjà dans divers domaines : santé publique (orthophoniste, chirurgien, généraliste), agriculture, armée. Cuba a ouvert une ambassade adjacente au ministère des affaires étrangères et accrédité M. José Jofré, seul diplomate permanent en dehors des actuels chargés d'affaires portugais et chinois.

A présent, a expliqué Mme Maria Amorim à la presse gabonaise la situation semble s'être « éclaircie » dans son pays ; mais la vigilance des citoyens reste de rigueur, ce qui signifie que les détenus politiques ne sont pas prêts de recouvrer leur liberté.

Tout étranger est un ennemi en puissance même les hommes d'Eglise, témoin la mésaventure de ce pasteur adventiste portugais, M. Daniel Cordas, appréhendé à l'aéroport alors qu'il s'apprêtait à regagner le Gabon après une semaine de séjour, et détenteur d'un visa en bonne et due forme. Incarcéré durant neuf jours, nourri d'une poignée de riz et d'un bol d'eau, plus quelques extras de poisson en conserve, il a côtoyé les quelques prisonniers des cellules saotoméennes ; puis il a été relâché sans autre forme de procès, jeté dans un avion en partance pour l'Angola sans visa et sans billet. Il s'estime heureux : il n'a pas été maltraité ; mais d'autres détenus auraient eu moins de chance...

### Bonne volonté

Les relations entre Libreville et Sao Tomé, bien que gelées malgré les accords de coopération signés fin 1976, n'ont jamais été rompues. De source officielle, on insiste dans la capitale gabonaise sur le fait qu'il n'y a jamais eu de véritables « problèmes » entre les deux gouvernements, que Libreville est toujours prêt à secourir un pays ami en difficulté ou se sentant « menacé », et que le Gabon ne prendrait jamais l'initiative d'une rupture avec le pays frère.

Chaque Etat est souverain, indique-t-on de même source, et son choix politique à l'instar du Congo ou de l'Angola ne saurait ternir les relations amicales réciproques. Paroles rassurantes et fraternelles malgré de gros nuages sombres puique l'orage n'a pas éclaté.

Le gouvernement gabonais a pris en charge une partie des frais de la liaison téléphonique avec l'île, subventionné l'achat d'un « Fokker - 27 » à hélices appartenant jadis à la société privée « Air Affaires Gabon », maintenu une ligne aérienne déficitaire Libreville-Sao Tomé jusqu'en juillet 1977, offert un DC-3 après l'indépendance qui n'a jamais volé, faute d'équipage, signé des accords médicaux et pharmaceutiques en octobre 1976 autorisé l'exportation de produits alimentaires (viande, bière, farine, etc.) qui ont soulagé l'économie saotoméenne flageolante.

Au cours de son entretien avec le Président Omar Bongo, Mme Maria Amorim aurait demandé le rétablissement de la liaison aérienne d'Air Gabon avec son pays tout en se gardant d'informer son interlocuteur de l'échec des négociations avec « Cameroon Airlines » pour obtenir une ligne Douala-Sao Tomé. Rétablissement qui serait, dit-on à la présidence laissé « à l'appréciation de la compagnie » en raison de son déficit chronique.

Toutes ces preuves indéniables de la bonne volonté gabonaise ne sont assujetties d'aucune condition : tout au plus, espère-t-on en haut lieu, une sourdine aux soutiens systématiques des régimes progressistes et aux votes adverses dans les instances internationales serait la bienvenue...

**Jean Bilinga**

## EUROPE

# STABILISATION DES CHANGES

*(Suite de la page 1)*

Le conseil européen qui se tiendra à Brême au début de juillet aura donc à mettre le point final à cette politique qui permettra aux pays européens de participer à la mi-juillet au sommet économique occidental avec une position commune solide, face aux Etats-Unis et au Japon.

L'objectif des propositions envisagées serait, selon M. Jenkins, d'associer les monnaies européennes qui flottent séparément (franc français, livre italienne, livre britannique) au serpent monétaire européen.

Pour ce faire, il faudra mobiliser des montants considérables par l'intermédiaire du fonds européen de coopération monétaire (FECOM) et utiliser, au lieu du dollar, l'unité de compte européenne pour les règlements entre banques centrales européennes.

Cet objectif est ambitieux et sera difficile à atteindre sans une volonté politique de coopération entre les neuf. Selon les participants au conseil de Copenhague, cette volonté est maintenant évidente, pour le reste, le conseil a approuvé la création d'une fondation européenne pour la culture dont le siège sera à Paris et une déclaration verbale sur le Liban et le Moyen-Orient qui condamne sans les nommer les récentes activités israéliennes et approuve la dynamique de la paix, lancée par le président Sadate.

Le conseil a également décidé de de maintenir la pression européenne sur le Japon en matière commerciale, a approuvé une résolution sur le terrorisme et sur l'espace juridique européen, sur la pollution et surtout en même temps que la date des élections européennes, a rendu une déclaration sur la démocratie qui doit affirmer le pluralisme et le respect des droits de l'homme.

## Tentative de coup d'Etat en Somalie

*(Suite de la page 1)*

A ce effet le général Siad Barré a appelé la population à la vigilance contre la conspiration des puissances étrangères qui, affirme-t-il, font de la propagande contre la Somalie en affirmant que le pays traverse une crise économique et que les forces nationales ont été affaiblies en Somalie de l'ouest (Ogaden), d'où la soi-disant instabilité politique dans son pays.

Notons toutefois que cette tentative de coup d'Etat intervient un mois seulement après le retrait précipité de l'armée somalienne de l'Ogaden où les forces gouvernementales éthiopiennes avaient déclenché une contre offensive contre l'ennemi dans cette région revendiquée par la Somalie.

**GABON AIR TRANSPORT**
**G. A. T.**
B.P. 647 — Téléphone 73.24.26
*TOUT VOTRE FRET*
*A PEU DE FRAIS*
*EN BRITTEN*
*SUR TOUS LES TERRAINS*
*D'AVIATION DU GABON*

## ZIMBABWE

# PROCHAINE CONFÉRENCE "MALTE 2" LE 15 AVRIL PROCHAIN

La conference sur le Zimbabwe réunissant les chefs de file nationalistes en exil du front patriotique, le secrétaire d'Etat americain Cyrus Vance, et le secrétaire britannique au Foreign Office David Owen pourrait avoir lieu à Arusha dans le nord de la Tanzanie plutôt qu'à Dar-Es-Salaam.

La conférence, qui doit se situer dans le prolongement de celle qui a eu lieu en janvier à Malte et porter essentiellement sur les propositions anglo-américaines pour la période transitoire devant précéder l'avènement du Zimbabwe à l'indépendance, s'ouvrira sans doute le samedi 15 avril. Cependant, le choix de cette date precise n'est qualifié de « sur qu'à 95 pour cent ».

Des informations reçues en provenance de Maputo indiquent que les 2 composantes du front, la ZAPU de M. Joshua Nkomo et la ZANU de M. Robert Mugabe, ont formellement accepté le principe de cette conférence « Malte 2 » au cours d'entretiens qu'elles viennent d'avoir, dans la capitale du Mozambique, avec un émissaire britannique, M. John Graham, haut fonctionnaire au Foreign Office, et l'ambassadeur américain en Zambie, M. Stephen Low.

MM. Low et Graham ont récemment rencontré M. Nkomo et le vice-président de la ZANU, M. Simon Muzenda, ce dernier représentant M. Mugabe actuellement en voyage.

Les ministres des Affaires étrangères des pays africains de première ligne les plus directement affectés par le conflit de la partie sud du continent africain doivent participer de façon informelle aux travaux de « Malte 2 ». La Tanzanie, la Zambie, le Mozambique, le Botswana et l'Angola soutiennent exclusivement matériellement et diplomatiquement le front, au détriment de nationalistes rivaux qui ont signé avec le premier ministre, M. Ian Smith, un accord de règlement interne.

Dans le processus échafaudé par les Américains et les Britanniques, « Malte 2 » serait suivie d'une autre conference rassemblant toutes les parties au conflit de Zimbabwe. Dans les milieux diplomatiques, on relève que l'un des aspects les plus importants de la mission engagée en Afrique Australe par MM. Low et Graham doit consister à essayer de persuader les signataires du règlement interne d'accepter de prendre éventuellement part à cette conférence « élargie ».

## NATIONALE

# LES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT ENTRE LE GABON ET LA YOUGOSLAVIE

(Suite de la page 1)

Ainsi, par exemple, un grand projet d'exploitation forestière a été retenu. Il s'agit en fait de la mise sur pied d'un complexe d'exploitation, de transformation du bois et fabrication sur place de produits finis à partir de ce bois. Un autre projet, à long terme, concerne le développement et la dynamisation du secteur agro-pastoral. Dans ce contexte, il est prévu la construction dans notre pays, par la Yougoslavie d'une ferme d'élevage de poulets d'une capacité de production de plus de 20.000 poulets par semaine. A cette ferme seront joints les aménagements annexes : ateliers d'abattage, chambres frigorifiques, construction des surfaces de vente. La création d'une zone de production du maïs complètera cet ensemble qui, une fois mis en marche satisfera largement aux besoins du marché local et à celui des Etats voisins.

Le nouvel hôtel de ville de Libreville sera également construit par une société yougoslave, « Energoprojekt ». Le contrat a déjà été signé. « Les travaux de cette construction, qui sera très importante et parmi les plus belles d'Afrique, seront terminés à la fin de cette année.

« A Oyem, l'aménagement du réseau routier a déjà commencé et sera achevé avant le 17 août prochain », date à laquelle la capitale provinciale du Woleu-Ntem doit accueillir, pour la seconde fois, les festivités commémorant l'accession de notre pays à l'indépendance.

La société yougoslave est aussi pressentie pour la construction du premier tronçon de la route nationale, 60 km, qui doit relier Libreville à l'intérieur du pays. Ainsi peut-être verrons-nous disparaître les bourbiers et autres nids-de-poules que l'on voit actuellement aux portes de notre capitale.



*MM. Selme Hasimbegovic et François Owono-Nguéma, lors de la conférence de presse.* (Photo Mavoungou Ikissi)

En ce qui concerne les échanges commerciaux, une société yougoslave d'exportation, en collaboration avec Codev, va entreprendre les démarches nécessaires pour accroître les échanges commerciaux entre Belgrade et Libreville.

Il faut signaler que depuis 1975, lors de la visite du président Omar Bongo en Yougoslavie, un accord de coopération scientifique, technique et culturel avait été signé entre les deux parties. Il est très probable qu'une délégation gabonaise se rende dans les prochains jours à Belgrade pour préciser cette coopération, coopération qui est soutenue par la grande commission mixte Yougoslavie - Gabon. Cette commission a été créée en 1975 et a tenu sa première réunion l'an dernier à Belgrade. Elle se réunira de nouveau à la fin de cette année à Libreville. C'est elle qui détermine, dans le cadre de la coopération bilatérale entre la Yougoslavie et le Gabon, les projets de développement prioritaires et immédiats. C'est ainsi qu'elle a écarté les projets de la construction d'une verrerie à Port-Gentil et celui de l'aménagement d'un complexe de traitement d'eau de source dans le Haut-Ogooué. Les deux parties ont décidé de mettre l'accent sur des projets d'industries intégrées et tendant à promouvoir le marché intérieur.

Commencée il y a à peine quelques années, la coopération entre la Yougoslavie et le Gabon est aujourd'hui exemplaire.

*Danny Mba-Béhalé*

# DEUX HAUTS FONCTIONNAIRES SE RENDENT A SAO TOMÉ

Deux hauts fonctionnaires gabonais, MM. Jacques Owono-Mezu, conseiller à la présidence pour les affaires internationales et africaines, et Dominique Boungouéré, directeur de cabinet du président de la République, se rendront aujourd'hui, mardi 11 avril 1978, à Sao Tomé.

Ils porteront au président Manuel Pinto da Costa un message personnel du chef de l'Etat dont le contenu n'a pas été révélé. Cette mission de bonne volonté fait suite à l'audience que le président Omar Bongo a accordé, vendredi 31 mars 1978, à Mme Maria Amorim, ambassadeur itinérant de la République démocratique de Sao Tomé et Principe.

Cette visite d'une journée témoigne du réchauffement des relations entre les deux pays et d'une relance de la coopération inter - gouvernementale, dont le cadre existe déjà sur le papier.

J. B.

# TRANSPORTS : LE PLAN NATIONAL DES TRANSPORTS

M. Laurent Minko, conseiller technique au ministère des transports, représentant le ministre d'Etat Georges Rawiri empêché, a présidé le 7 avril dernier dans la salle des conférences du ministère des transports, une réunion de travail à laquelle avaient pris part les représentants des départements ministériels suivants, à savoir : Transports, Travaux publics, Plan, Mines, Eaux et Forêts, Commerce et Industrie. Cette réunion avait pour but d'examiner les différents problèmes inhérents au nouveau plan des transports en commun à l'intérieur de la capitale.

M. Paul Ossinga, directeur général des transports, a en quelques mots défini l'importance que le département des transports accordait de la mise en place de ce nouveau plan de transport.

Ensuite il a demandé aux techniciens des différentes administrations d'examiner ce projet avec discernement pour qu'il voit le jour dans un avenir très proche.

Prenant la parole à son tour, M. Gabanius du bureau d'études (SEDES) a indiqué que les phases A et B (dites préliminaires) de ce projet nécessitaient l'élaboration de 11 volumes pour sa réalisation. Ce projet, devait-il ajouter, comporte des parties qui passent en revue les différentes catégories des marchandises à transporter. Dans un premier temps, il s'agira de préparer l'horizon 1980 et après 1985 et 1990.

Après quoi, les experts se sont penchés sur les différents dossiers soumis à leur examen.

*(A suivre)*

*N'Dhong-Nguié*

# Visite des hommes d'affaires Coréens

M. Wanson Tae, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Séoul (Corée du Sud), à la tête d'une forte délégation d'hommes d'affaires, était attendu hier soir à Libreville. Il devait être accueilli par son homologue gabonais, M. Michel Abessolo, et par l'ambassadeur sud-coréen au Gabon, M. Kim Chang-hoon.

Au département de la chambre de commerce de Libreville, on se contente d'affirmer que la visite des hommes d'affaires sud-coréens ne revêt qu'un caractère purement exploratoire. On n'écarte cependant pas la possibilité entre les deux chambres de commerce, de nouer des relations dans les domaines les plus divers. Les Sud-Coréens ont déjà investi au Gabon en implantant coup sur coup la société mixte « commerce et développement » (Codev) et le grand magasin « Rénovation ».

Il s'agira certainement, pour les hommes d'affaires sud-coréens, d'élargir le cercle d'investissements par la création d'unités nouvelles. Il leur faudra d'ailleurs très peu de temps pour tâter le terrain puisqu'il doivent quitter Libreville le 12 avril, c'est-à-dire demain.

On sait d'autre part que le président Omar Bongo avait visité la Corée du Sud en juillet 1975 et que plusieurs accords de coopération avaient été signés entre ce pays et le Gabon au cours de cette visite. On retiendra la promesse faite par la Corée du Sud de fournir au Gabon une assistance technique et du matériel électronique. Il est à croire que la visite des hommes d'affaires sud-coréens entre dans le cadre de ces accords de coopération.

*Mbégah Effa*

## Réunion ce matin du conseil interministériel

**Un conseil interministériel se tiendra ce mardi 11 avril 1978, à partir de 9 heures précises, dans la salle habituelle du conseil interministériel de l'immeuble de la Primature sous la présidence de Monsieur le ministre.**

**Tous les membres du gouvernement présents à Libreville sont priés de bien vouloir y prendre part effectivement.**

HOTEL UTH DIALOGUE

DINER DE GALA

LE VENDREDI 14 AVRIL A 21 H 00

SOIREE DANSANTE

AVEC LES

LOVE MACHINE

Prix par personne : 10.000 F CFA

Réservation 73-20-85 poste 79 ou 76

AVEC LA PARTICIPATION DE RICARD

# L'UNION

QUOTIDIEN GABONAIS D'INFORMATION

N° 687 - 3e année - MERCREDI 12 AVRIL 1978 - 50 F CFA



Au bénéfice des œuvres sociales
du Rotary-Club de Libreville

***Récital de musique sacrée par***

***Jean-Christian MICHEL***

Le vendredi 21 avril à 21 h. 00 à la Cathédrale

**Prix des places 4.000 F**

*Billets en vente dès ce jour au Drug-Store, chez Roche et Bobois et à la Cathédrale au début de la soirée.*

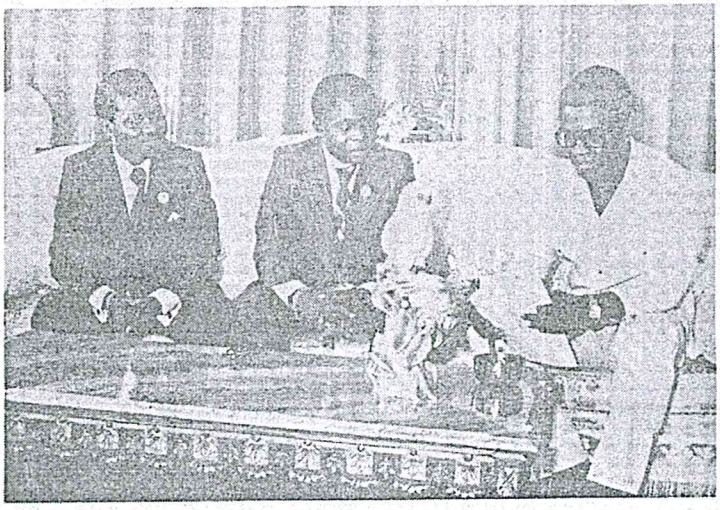

## Coopération Sao Tomé - Libreville

# LE SECOND SOUFFLE

Le président Manuel Pinto da Costa a accordé une audience, au palais du peuple de Sao Tomé, à deux proches collaborateurs du président Omar Bongo venus lui apporter un message personnel.

Arrivés hier vers midi dans la capitale sao-toméenne, MM. Jacques Ovono-Mezu, conseiller à la présidence pour les affaires internationales et africaines, et Dominique Boungouéré ,directeur de cabinet du président de la République, ont été reçus en début d'après-midi par le chef de l'Etat voisin.

Ce périple-éclair fait suite à l'ouverture sao-toméenne, matérialisée par la visite le 31 mars dernier à Libreville de Mme Maria Amorim, ambassadeur itinérant. Aucune question de fond n'a été abordée mais ce geste diplomatique signifie en réalité un second souffle dans les relations entre les deux pays. Rapprochement que nous analyserons dans notre prochain article.



*Le président Manuel Pinto da Costa (à droite), recevant au palais du peuple MM. Jacques Owono-Mezu (au centre) et Dominique Boungouéré.* (Photo Jean Billnga)

## Le Transkei rompt ses relations avec l'Afrique du Sud

Le Transkei a rompu lundi ses relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud sur des revendications territoriales, et s'est engagé à soutenir les mouvements de libération de l'Afrique du Sud et le principe de la règle de la majorité pour l'ensemble du pays.

Le premier ministre du Transkei, le chef Kaiser Matanzima, a indiqué qu'il avait décidé de rappeler son ambassadeur et tous ses diplomates en Afrique du Sud, le seul pays au monde qui ait reconnu son indépendance le 26 octobre 1976.

Les observateurs considèrent cette initiative du premier ministre du Transkei comme une tentative de gagner la reconnaissance des pays africains et du reste du monde qui lui a été refusée lorsqu'il a été le premier des neuf bantoustans d'Afrique du Sud à accéder à l'indépendance en vertu de la politique d'apartheid il y a 18 mois.

(suite page 7)

## Le Gabon deuxième producteur africain d'huile de palme à partir de 1985

La Société de développement de l'agriculture et de l'élevage, en abrégé Agrogabon, est une société gabonaise à participation d'Etat chargée de la réalisation de deux importants programmes du 3e plan de développement économique et social de notre pays. Il s'agit, d'une part, de la création de ranches d'élevage bovin pour un total de plus de 40.000 têtes de bétail dans le Haut-Ogooué et la Nyanga, et, d'autre part de la réalisation de deux complexes agro-industriels de palmiers à huile dans la région de Lambaréné.

Ce second projet, dont la phase initiale de plantation de 500 ha de palmiers à huile est achevée, nécessitera des investissements estimés à 28 milliards de francs CFA mais fera du Gabon le 2e exportateur africain d'huile de palme et bouleversera l'avenir économique du Moyen-Ogooué et de plusieurs provinces voisines.

L'ampleur de ce projet est attestée par le fait que la phase initiale, qui vient d'être réalisée, va doubler la production nationale d'huile de palme. Or cette phase pilote ne représente que 1/30e du projet final qui doit s'étendre sur 15.000 ha.

C'est pour se rendre compte des travaux déjà accomplis et pour avoir les éléments de jugement sur la suite à donner à ce programme que le premier ministre, M. Léon Mébiame, accompagné de 6 autres membres d gouvernement, a effectué lundi une visite des installations d'Agrogabon.

(Lire page 5)

## Pour moi quoi...

*Mon patron qui vient de s'acheter une voiture toute neuve est fou de rage. Tous les soirs, il sort son engin au quartier pour épater ses copains et draguer les nanas en allumant bien fort son poste de radio à bord : tellement fort qu'on croit que c'est la voiture du PDG du camarade Gnambault qui passe avec ses hauts-parleurs.*

*Mais il a commencé à avoir des ennuis parce que les forces de l'ordre mettent des barrages partout dans la ville et arrêtent n'importe qui, n'importe quand, n'importe comment. « Vous avez le permis ? la carte grise ? la visite technique ? la taxe auto ? le récépissé d'assurance ? le réglage des phares ? ».*

*Dans tout ce fouillis de pièces qu'ils ont copié sur les Blancs pour montrer qu'on a nous aussi une administration, il lui en manque toujours une à mon patron. Alors l'autre soir, un oiseau nocturne trop zélé lui a ratifié son permis de conduire parce qu'il lui manquait son papier de réglage des phares. Alors là, il s'est fâché de voir que lui, un ponte très en vue, ne soit pas connu du petit flic comme ils aimeraient porter haut sur une pancarte leur haut rang, titres et autres attributions !*

...Makaya

## Visite d'hommes d'affaires coréens : renforcer les échanges commerciaux



*Le président de la Chambre de commerce sud-coréenne M. Wanson Tae (2e à partir de la gauche) a été reçu hier par le ministre d'Etat Mbouy-Boutzit.* (Lire page 5)

*A l'extrême gauche M. Kin, ambassadeur de Corée du Sud au Gabon.* (Photo Mayombo)

## AU SOMMAIRE DE CE NUMERO


LA TRIBUNE SCIENTIFIQUE

- La chute de «Cosmos 954» : quand la réalité dépasse la science fiction.

LES PROVINCES

- Ogooué-Maritime: Les travaux du nouvel hôtel de Port-Gentil se poursuivent activement
- Haut-Ogooué: Fin de la tournée du ministre Mouvagha

LIBREVILLE

- Un bi-moteur s'écrase à l'aéroport Léon Mba

SPORTS

- Foot-ball : V. Club-Inter de Brazzaville (3-2) : l'arbitrage ne fut pas concluant.

ENQUÊTES ET REPORTAGES

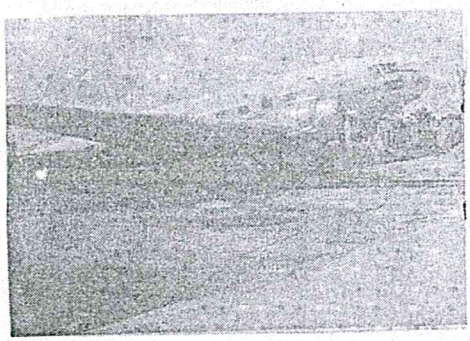
# SAO TOME ET PRINCIPE 2

## Vivre sa vie...

**10 avril 1977 - 11 avril 1978. Un an, jour pour jour, après notre dernier périple, nous foulons à nouveau le sol sao toméen. Dès que la piste d'atterrissage est en vue, le ton est donné : par les hublots du « Cessna-55 Citation », nous apercevons les casemates et les pièces anti-aériennes légères implantées au bout de la piste de bitume.**

Les vieux « Constellation » bleu défraichi et hors d'usage de la compagnie Canadair qui ont participé au ravitaillement de la population biafraise sont toujours là, ainsi que le DC-3 bimoteur offert par le président Omar Bongo au lendemain de l'indépendance. Appareil qui, de mémoire de Sao Toméens, n'a jamais volé. Un aérodrome désert où déambulent nonchalamment des soldats armés de fusils et où le premier visage qui se présente aux voyageurs est celui d'un commissaire politique ...

Les routes ont perdu leur macadam par endroits mais les



*Le DC-3 offert par le gouvernement gabonais en 1975 immobilisé sur l'aire de stationnement depuis cette époque.*
(Photo Jean Bilinga)

chaussées restent bonnes. Les lavandières tapent inlassablement sur leur linge multicolore, au bord de la petite rivière qui se jette dans l'océan, auprès d'un sanctuaire touffu. Les rizières bordent l'aéroport au nord témoignent de la présence des experts chinois.

Le linge omniprésent qui sèche sur les buissons et sur les herbes hautes, ces maisons coquettes entretenues avec soin, les carcasses automobiles qui ornent, astiquées avec amour - cette propreté consciencieuse dans la pauvreté chronique nous a touchés. La gentillesse populaire contraste étrangement avec la crispation des fonctionnaires; la vendeuse de souvenirs et le chauffeur de la voiture rassemblent leurs quelques mots de français pour plaisanter avec l'étranger, à côté des «Allons !», « A table ! » laconiques des guides de la délégation officielle. Traduction littérale du portugais ? Mais portugais ou espagnol, les formules de politesse abondent quand on veut s'en servir...

### ■ CLAQUEMENT DE TALONS

Au « Benguédox », unique établissement hôtelier de la capitale, un spectacle pittoresque nous attendait : les deux émissaires présidentiels gabonais (les autorités sao toméennes n'ayant apparemment pas reçu le télex annonciateur) déjeunant entouré d'experts cubains, est allemands, français, portugais, nord-coréens.

Ni gin, ni vodka au menu ; seulement du fameux « vinho verde » importé du Portugal au goût de mousseux et de la bière blonde également importée ; mais en contrepartie nous avons eu droit au café local, l'un des meilleurs du monde. Un repas spartiate mais convenable qui attend tous les voyageurs qui se trouveraient par hasard sur l'île.

La brasserie qui produisait une bière appreciée a perdu son technicien français, M. Hollman, un Alsacien volubile qui a préféré les douceurs d'Oyem à l'austérité insulaire : un expert est-allemand l'a remplacé. Avec le médecin et l'expert commercial, il compose toute la communauté est-allemande.

Dans le hall, un « expert » nord-coréen en civil salue son collègue en claquant machinalement des talons, le doigt sur la couture du pantalon. L'habitude ! Ils sont sans doute les seuls conseillers militaires avec les officiers cubains encadrant les troupes sao toméennes et angolaises sur les deux îles. Des camions vert olive bâchés sillonnent les routes sans cesse il y en deux douzaines, nous a indiqué une source digne de foi.

### ■ TABAC ET VIRILITE

Par contre, des coopérants soviétiques nous n'en avons jamais entendu parler ni de l'accord d'amitié et de coopération que le premier ministre Miguel Trovoada a signé en 1976 à Moscou.

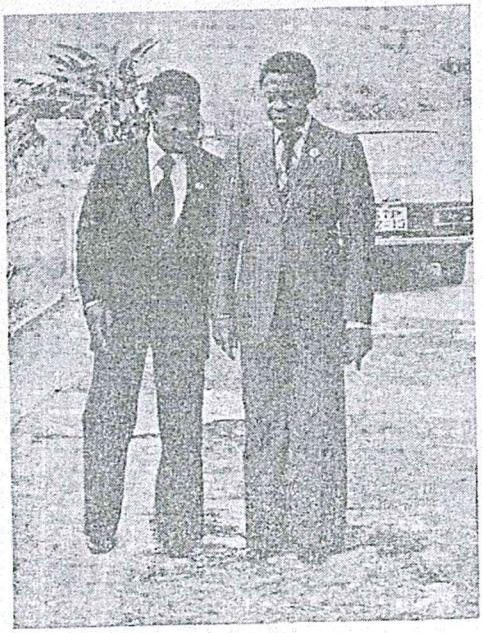
La République populaire de Chine aurait accordé un prêt avoisinant 15 millions de dollars, sans intérêt, remboursable en dix ans avec un délai de grâce de cinq ans. Cette assistance porte sur la présence de 16 techniciens agricoles qui ont crée les 10 hectares de rizières proches de l'aviation et 13 médecins, sans compter les interprètes et le personnel de l'ambassade dirigée par un chargé d'affaires. De source diplomatique, nous avons appris que des techniciens chinois seraient actuellement sur place pour étudier l'installation d'un barrage hydro-électrique.

De fait, de nombreux articles chinois importés dans le cadre d'un accord commercial ont inondé le marché sao toméen : bicyclettes, radios, réveille-matin, tracteurs, conserves alimentaires.

Les pays européens ne sont guère représentés numériquement à Sao Tomé et Principe, dans le domaine de la coopération. Exceptè un expert néerlandais (un autre, vétérinaire, est attendu), la colonie européenne est surtout représentée par les professeurs portugais et les experts français.

Au début du mois d'avril, l'ambassadeur Maurice Delaunay accrédité à Sao Tomé a inauguré avec le ministre de l'Equipement social et de l'Environnement, M. Fluvio Quaresma Pires dos Santos, un hangar frigorifique d'une valeur de 40 millions de francs CFA. Installé dans le port, ce hangar doit contenir des produits alimentaires en provenance du Gabon, du Portugal et de l'Angola. Deux navires relâchaient dans la baie, au moment de notre visite, dont l'un battait pavillon angolais.

Le gouvernement français ne reste pas inactif sur l'île : un centre de fumication du cacao — produit de base de l'économie locale — d'une valeur de 55 millions CFA est en voie de réalisation. Un biologiste hirsute il attend ses bagages bloqués à Libreville depuis un mois) et son épouse, infirmière de son état, ont rejoint le conseiller économique du premier ministre M. François Chevillotte et les membres de la mission culturelle que dirige M. Christian Valbert. De source française, le



*A la résidence « Boa Vista » de Sao Tomé, de gauche à droite, MM. Dominique Boungouéré, directeur de cabinet du président de la République et Jacques Ovono Mezu, conseiller présidentiel.*
(Photo Jean Bilinga)

gouvernement sao toméen aurait fait part de son désir de recevoir également un ingénieur en travaux publics, un architecte et un équipage d'avion. Sachant que le seul pilote (portugais), qui opère sur le « Fokker-27 » reliant Principe à Sao Tomé trois fois par semaine, arrive en fin de contrat, cette demande est compréhensible.

Cette ascension du partenaire français dans l'île comporte deux significations. Elle sous-entend, selon notre propre analyse, que M. Miguel Trovoada a regagné du terrain sur des éléments favorables au bloc socialiste tels que M. Daniel Lima Dalo. Les éclats entre ces deux personnages au Bureau politique sont fréquents et, selon des informations sûres, le premier ministre n'a pas toujours le dernier mot. Les sympathies du premier ministre pour la France et le Gabon ne sont un mystère pour personne, malgré des écarts de langage devant un diplomate gabonais.

Ancien professeur d'espagnol au lycée « Léon M'Ba » de Libreville, M. Miguel Trovoada garde des amitiés en territoire gabonais qui ont fait de lui l'adversaire de M. Daniel Dalo à l'époque du durcissement extrémiste.

M. Miguel Trovoada, que nous avons salué entre deux portes au palais du peuple à Sao Tomé, mardi 11 avril 1978, a rejoint discrètement son bureau pendant que le président Manuel Pinto da Costa recevait en audience MM. Jacques Owono-Mezu et Dominique Boungouère, envoyés par le président Omar Bongo.

« Mal à l'aise » telle a été l'impression d'un diplomate occidental au sujet du premier ministre sao toméen. Effacé momentanément, peut-être, pour ne pas servir de cible à ses adversaires qui l'accuseraient de pousser à la roue pour revenir dans le giron gabonais ?

Quoiqu'il en soit, on se félicite du côté gabonais de ce second souffle dans les relations bilatérales : M. Jacques Ovono-Mezu, conseiller à la présidence pour les affaires internationales et africaines, insistera dans l'avion du retour : « C'est un nouveau départ entre deux pays voisins Le Gabon conserve intactes ses amitiés quelles que soient les options politiques fondamentales de ses frères, et les deux chefs d'Etat ont jugé qu'il était nécessaire de renforcer les liens entre nous, d'où cette mission ».

Après sa maladie infantile de l'indépendance totale sans interdépendance, Sao Tomé a-t-il atteint son stade de maturité politique ? Sortir du ghetto passe aussi par la fin de la psychose de guerre, d'invasion, d'espionnite, même quand ce facteurs sont là pour un usage interne : mobiliser la population Comme l'a dit un « vieux sage africain : « Pour tuer tous les complots, il suffit de se voir

De nos envoyés spéciaux
Ndong Ondo et
Jean Bilinga

*VENTE PROMOTIONNELLE*
*A HOLLANDO - GABON*
*Bd de l'Indépendance*
**de conserves de première qualité**
**à des prix imbattables**
*Ouvert tous les jours de 7 h. 30 à 12 h. et de 15 h. à 17 h. 30*
*Samedi de 7 h. 30 à 12 h. 30*